

Considérant qu'il incombe de tout mettre en œuvre pour permettre l'application correcte de cette réglementation dès cette date,

Arrêtent :

Article 1^{er}. L'exportation des biens à double usage est soumise au Règlement (CE) n° 3381/94 précité.

Art. 2. Toutefois, le transfert à destination du grand-duché de Luxembourg et des Pays-Bas de biens à double usage figurant à l'annexe IV de la décision du Conseil visée à l'article 3, § 1er du Règlement précité n'est pas soumis à licence.

Art. 3. Les demandes de licence d'exportation doivent être accompagnées d'un engagement par lequel le demandeur s'oblige à assurer aux biens à double usage concernés une destination conforme à sa demande d'autorisation.

Art. 4. Sont supprimées :

1^o dans la sous-liste A de la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 3 mars 1992 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises, modifié par les arrêtés ministériels des 26 juillet 1993, 21 décembre 1993, 31 décembre 1993 et 18 juillet 1994, les rubriques suivantes :

*28111100, 28121011, 28121015, *ex28121019, ex28121090/1, ex28121090/2, *ex28139010, *ex28261100/1, *ex28261100/2, *ex28261900/2, *ex28391000, *ex28371900, *ex29051990, *29054300, *29054411, *29054419, *29054491, *ex29055010, *ex29141900, *ex29181990/1, *ex29181990/2, 29209020, 29209030, *ex29209080/1, *ex29209080/2, *ex29211119, *29211190, ex29211990/1, *ex29211990/2, ex29211990/3, *ex29211990/4, ex29221300, *ex29221900/1, *ex29221900/2, *29224100, *29224200, *ex29299000/1, ex29299000/2, *ex29299000/3, 29309020, ex29309080/1, ex29309080/2, 29310010, 29310020, 29310030, ex29310090/1, *ex29310090/2, *ex29310090/3, *ex29310090/4, *ex29310090/5, *ex29310090/6, *ex29310090/7, *ex29310090/8, *ex29310090/9, *ex29310090/10, ex29310090/11, ex29310090/12, ex29310090/13, ex29320909, ex29333980/1, ex29333980/2, *ex29333980/3, ex29335990, ex35040000.

2^o dans la sous-liste B de la même liste, les rubriques citées ci-dessus précédées d'un « ex ».

Art. 5. § 1er. L'article 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Est subordonnée à la production d'une licence l'exportation des marchandises dont le code NC est mentionné dans la liste annexée au présent arrêté. »

§ 2. A l'article 5, a), du même arrêté, le chiffre romain « I » figurant après le mot « liste », est supprimé.

§ 3. A la liste I annexée au même arrêté, le chiffre romain « I » figurant après le mot « liste », est supprimé.

§ 4. La liste II annexée au même arrêté est supprimée.

Art. 6. L'arrêté ministériel du 29 novembre 1989 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (produits dits stratégiques) est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1995.

Bruxelles, le 19 mai 1995.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET
Le Ministre du Commerce extérieur et des Affaires européennes,
R. URBAIN

Overwegende dat alles in het werk moet worden gesteld om de korrekte toepassing van deze reglementering vanaf deze datum toe te laten,

Besluiten :

Artikel 1. De uitvoer van goederen voor tweedeel gebruik is onderworpen aan voormelde Verordening (EG) nr. 3381/94.

Art. 2. De overbrenging naar het groothertogdom Luxemburg en naar Nederland van goederen voor tweedeel gebruik die voorkomen in de bijlage IV van het besluit van de Raad waarnaar in artikel 3, § 1, van voormelde Verordening wordt verwezen, is evenwel niet onderworpen aan vergunning.

Art. 3. De aanvragen om uitvoervergunning moeten vergezeld zijn van een verbintenis waarbij de aanvrager er zich toe verplicht aan de betrokken goederen voor tweedeel gebruik een bestemming te geven overeenkomstig zijn aanvraag om machtiging.

Art. 4. Worden geschrapt :

1^o in onderdeel A van de lijst I, gevoegd bij het ministerieel besluit van 3 maart 1992 waarbij de uitvoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 26 juli 1993, 21 december 1993, 31 december 1993 en 18 juli 1994, de volgende rubrieken :

2^o in onderdeel B van dezelfde lijst, de bovenvermelde rubrieken, die voorafgegaan zijn door een « ex ».

Art. 5. § 1. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1. Een vergunning dient te worden voorgelegd voor de uitvoer van de goederen waarvan de GN-code vermeld is in de bij dit besluit gevoegde lijst. »

§ 2. In artikel 5, a), van hetzelfde besluit, wordt het Romeinse cijfer « I » na het woord « lijst » geschrapt.

§ 3. In lijst I gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt het Romeinse cijfer « I » dat na het woord « lijst » staat, geschrapt.

§ 4. De lijst II gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt geschrapt.

Art. 6. Het ministerieel besluit van 29 november 1989 waarbij de uitvoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt (de zogenoemde strategische goederen), wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1995.

Brussel, 19 mei 1995.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van Buitenlandse Handel en van Europese Zaken,
R. URBAIN

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 95 — 1741

[S-Mac — 14171]

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1970
portant réglementation du service postal

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté soumis à la signature de Votre Majesté, vise à modifier les articles 104 et 104bis de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, pris respectivement en exécution de

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 95 — 1741

[S-Mac — 14171]

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit
van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ter ondertekening aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt de wijziging van de artikelen 104 en 104bis van het koninklijk besluit van 12 januari 1970

l'article 3, alinéa 2, 1^e et 2^e, de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes et de l'article 5, alinéa 4, de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, et à introduire un article 104ter dans ledit arrêté royal.

Depuis le 1er octobre 1992, date de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal portant approbation de son premier contrat de gestion, LA POSTE est devenue une entreprise publique autonome. Conformément à l'esprit de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, elle est appelée à améliorer sa rentabilité. Dans cet ordre d'idée, le Conseil d'administration de LA POSTE a décidé, en séance du 8 juin 1994, de veiller à l'amélioration du mode de gestion des activités de l'entreprise publique.

Il a ainsi érigé les services de LA POSTE en organisations ou unités économiques distinctes, non pourvues de la personnalité juridique mais disposant des ressources humaines, financières et matérielles en vue de leur permettre de réaliser leurs objectifs.

En ce qui concerne la poste financière, LA POSTE exerce deux types d'activités distinctes : les activités financières (principalement les activités du "Postchèque") et les activités de distribution de produits financiers par le réseau. Le Conseil d'Administration de LA POSTE a dès lors établi une unité économique "Postchèque", dont la mission principale est de gérer et développer les produits et les activités liées au compte courant postal, et une unité opérationnelle "Réseau points de vente", composée des bureaux et agences de LA POSTE, dont la mission consiste à gérer le service des produits distribués aux guichets. En outre, dans le cadre du second aspect de son objet social, LA POSTE a tout récemment passé des accords de partenariat aux fins d'assurer la distribution de produits bancaires d'une part, et d'assurance d'autre part; cette distribution ne concerne pas les activités du "Postchèque".

Le présent projet d'arrêté royal s'inscrit résolument dans la poursuite de la modernisation et de la mise en œuvre de l'autonomie de l'entreprise publique, plus particulièrement de sa ligne stratégique en ce qui concerne la poste financière.

Il va de soi que, si LA POSTE désire maintenir et développer son rôle spécifique et essentiel sur le plan de la collecte de fonds publics et privés, en vue de les mettre à disposition du Trésor ainsi que le prévoit le contrat de gestion conclu avec l'Etat, il faut lui donner les moyens d'agir d'une façon plus efficace et plus commerciale.

Pour permettre à LA POSTE d'accroître son efficacité, il est proposé d'actualiser les limites et conditions dans lesquelles elle est autorisée à octroyer, tant aux personnes physiques qu'aux personnes morales, des facilités de caisse et des intérêts créditeurs, en fonction de sa stratégie et de son budget, et sans pour autant dénaturer son statut actuel.

L'article 3, alinéa 2, de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes stipule que c'est au Roi qu'il appartient, sur la proposition du Ministre dont relève LA POSTE et du Ministre des Finances, de déterminer les limites et conditions dans lesquelles il peut autoriser LA POSTE à accorder des facilités de caisse aux titulaires de comptes de chèques postaux et prévoir que le solde créditeur et le solde débiteur d'un compte de chèques postaux peuvent être productifs d'intérêts. Ces limites et conditions ont dès lors été fixées par l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal: le Roi se réservant la possibilité de déléguer certaines de ses compétences au Ministre ayant la Poste dans ses attributions et au Ministre des Finances. Le projet vise à adapter ces dispositions.

La facilité de caisse

Le service de la facilité de caisse est actuellement lié au compte courant dont le titulaire, personne physique ou personne morale, est bénéficiaire d'une carte de garantie. Il s'est développé en même temps que se diversifiaient les moyens de paiement. Les limites et conditions pour l'octroi de la facilité de caisse sont fixées dans les articles 104 de l'arrêté royal et 111 de l'arrêté ministériel pris pour son exécution.

Le Roi a ainsi prévu que le montant de l'avoir en compte courant postal est illimité et qu'il peut être débiteur en raison d'une facilité de caisse permettant, pour une période maximale de trois mois, un solde débiteur de

houdende reglementering van de postdienst, respectievelijk genomen ter uitvoering van het artikel 3, lid 2, 1^e en 2^e, van de wet 26 december 1956 op de postdienst en het artikel 5, lid 4 van de wet van 2 mei 1956 op de postcheck, en het inbrengen van een artikel 104ter in het vermelde koninklijk besluit.

Sinds 1 oktober 1992, datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit tot goedkeuring van haar eerste beheerscontract, is DE POST een autonoom overheidsbedrijf. Volgens de geest van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is hem opgedragen zijn rentabiliteit te verhogen. In het kader van deze gedachte heeft de Raad van Bestuur in haar vergadering van 8 juni 1994 beslist te waken over de verbetering van de beheerswijze van de activiteiten van het overheidsbedrijf.

Zij heeft bijgevolg de diensten van DE POST opgericht in verschillende economische organisaties en eenheden, welke geen rechtspersoonlijkheid hebben, maar wel beschikken over human, financial en material resources om hun doelstellingen te verwesenlijken.

Wat de financiële post betrifft, oefent DE POST twee verschillende soorten activiteiten uit : de financiële activiteiten (voornamelijk de activiteiten van de "Postcheque") en activiteiten van distributie van financiële produkten langs het net. De Raad van Bestuur van DE POST richtte dus een economische eenheid "Postcheque" op, waarvan de hoofdopdracht bestaat in het beheren en het ontwikkelen van produkten en activiteiten die verbonden zijn aan de postrekening-courant, en een operationele eenheid "Net verkoopspunten", samengesteld uit postkantoren en -agentschappen van DE POST waarvan de opdracht bestaat in het beheer van de dienstverlening voor de produkten verdeeld langs de loketten. Bovendien heeft DE POST, in het kader van het tweede aspect van het maatschappelijk doel, zeer recent overeenkomsten gesloten met het oog op enerzijds de verdeling van bankprodukten en anderzijds van verzekeringsprodukten te waarborgen; deze verdeling is niet van toepassing op de activiteiten van de "Postcheque".

Dit ontwerp tot koninklijk besluit schrijft zich totaal in in het streven naar de modernisering en de verwesenlijking van de autonomie van het overheidsbedrijf, meer in het bijzonder van zijn strategisch beleid betreffende de financiële post.

Het spreekt voor zich dat wanneer DE POST zijn specifieke en essentiële rol op het vlak van de inzameling van openbare en private fondsen, om deze gelden dan ter beschikking te kunnen stellen van de Schatkist, zoals het beheerscontract gesloten met de Staat voorziet, wil behouden en ontwikkelen, hij over de middelen moet beschikken om op een meer efficiënte en een meer commerciële wijze te kunnen handelen.

Om DE POST toe te laten haar efficiëntie te vergroten, wordt er voorgesteld om de grenzen en de voorwaarden te actualiseren, binnen welke de kasfaciliteit en de credithandels worden toegekend aan zowel de natuurlijke personen als aan rechtspersonen, in functie van de strategie en van zijn budget, voor zover hiermee de huidige toestand van zijn statut niet wordt gewijzigd.

Artikel 3, lid 2, van de wet van 26 december 1956 op de postdienst bepaalt dat het toekomt aan de Koning om op voordracht van de Minister onder wie DE POST ressorteert en van de Minister van Financiën de grenzen en de voorwaarden te bepalen waarbinnen Hij DE POST mag machtingen om kasfaciliteiten aan houders van postcheckrekeningen toe te staan en waarbinnen Hij mag beslissen dat het credit- en het debetsaldo van een postcheckrekening interessen kunnen opbrengen. Deze grenzen en de voorwaarden zijn dus bepaald door het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst; de Koning behoudt zich de mogelijkheid voor om enkele van zijn bevoegdheden te delegeren aan de Minister onder wie DE POST ressorteert en aan de Minister van Financiën. Het ontwerp beoogt de aanpassing van deze bepalingen.

De kasfaciliteit

De dienstverlening van een kasfaciliteit is momenteel verbonden aan een rekening-courant, waarvan de houder, een natuurlijke persoon of rechtspersoon, een begunstigde is van een waarborgkaart. Terzelfdertijd zijn de betaalmiddelen veelzijdiger geworden. De grenzen en de voorwaarden voor de toekenning van de kasfaciliteit zijn bepaald door de artikelen 104 van het koninklijk besluit en 111 van het ministerieel besluit welke genomen zijn ter uitvoering ervan.

De Koning heeft alsook voorzien dat het bedrag van het tegoed op de postrekening-courant onbeperkt is en dat het bedrag een debet mag vertonen op grond van een kasfaciliteit, welke een debettoestand van

25 000 francs. Ce montant peut être relevé exceptionnellement au-delà de cette somme et atteindre au maximum 50 000 francs.

En fait, le service de la facilité de caisse tel qu'il est concu actuellement dans l'article 104 de l'arrêté royal est essentiellement un instrument de gestion de compte qui, bien qu'il soit ouvert à tous les titulaires de compte courant postal, s'adresse surtout, compte tenu de ses limites, aux particuliers et doit leur permettre de gérer raisonnablement leur compte.

Ce qui est possible pour les particuliers doit l'être également pour les personnes morales, publiques ou privées, titulaires d'un compte courant postal. Les grandes entreprises ou organisations, tant publiques que privées, ayant des avoirs en compte en moyenne annuelle de plusieurs millions, sont parfois confrontées à la nécessité d'effectuer immédiatement des paiements dépassant leurs avoirs en compte sans pouvoir attendre le versement de montants par ailleurs dus, mais qui n'ont pas encore été effectués, ou qui doivent être effectués incessamment sur leur compte. Actuellement, le découvert possible limité au montant de 50 000 francs, est dérisoire eu égard aux besoins exprimés par ces entreprises ou organisations. Le présent projet vise à adapter les limites et conditions d'octroi de la facilité de caisse aux besoins des personnes morales.

L'article 1er du projet d'arrêté royal a donc pour objet de rassembler dans une même disposition de l'arrêté royal l'ensemble des limites et conditions auxquelles LA POSTE est autorisée à accorder des facilités de caisse, d'une part aux titulaires de compte personnes physiques et d'autre part aux titulaires de compte personnes morales.

Pour les personnes physiques, le projet intègre le montant de la facilité de caisse, initialement fixé par le Ministre ayant la Poste dans ses attributions de l'accord du Ministre des Finances, dans l'arrêté royal. De même, les dispositions du paragraphe 1er de l'article 111 de l'arrêté ministériel y sont reprises pratiquement de façon intégrale, avec les réserves suivantes :

— le montant de la facilité de caisse peut être relevé au-delà de 25 000 francs pour autant qu'il reste inférieur à 50 000 francs;

— le dernier alinéa du paragraphe premier de l'article 111 de l'arrêté ministériel est modifié en vue de le mettre en conformité avec le nouveau statut de LA POSTE.

Le paragraphe premier de l'article 111 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal devra être abrogé.

Par contre, le paragraphe 2 de l'article 111 est lui maintenu et stipule que le solde débiteur d'un compte courant postal reste payable d'un intérêt débiteur fixé à 0,04 % par jour.

La périodicité du calcul et de la mise en compte des intérêts débiteurs, les règles et la procédure applicables en cas d'abus commis par le titulaire restent fixées respectivement par les paragraphes 3 et 4 de cet article.

Pour les personnes physiques, titulaires d'un compte courant postal, l'octroi de la facilité de caisse reste lié à la délivrance d'une carte de garantie conformément aux dispositions de l'article 126 de l'arrêté royal, car elle suppose que le demandeur présente des garanties suffisantes de solvabilité et d'honorabilité. L'article 142bis de l'arrêté ministériel actuel prévoit que la carte de garantie ne peut être délivrée au titulaire et au mandataire d'un compte courant postal qu'à la condition que, pendant une période minimale de trois mois, ce compte ait été utilisé normalement. Il convient en effet que le titulaire, ou le mandataire du compte à titre subsidiaire, soit capable de rembourser le découvert, par exemple, en percevant un salaire ou en disposant d'autres revenus de son patrimoine. Dès lors, la carte de garantie de chèque postal est retirée en cas d'usage abusif et les facilités de paiement, notamment la facilité de caisse, sont supprimées.

En ce qui concerne les personnes morales, il convient de constater qu'elles peuvent déjà actuellement bénéficier du service de la facilité de caisse offert par LA POSTE et ce, en vertu de l'article 3, alinéa 2, de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, ainsi que de l'article 104, alinéa 2, de l'arrêté royal et des articles 111, alinéa 2, et 142bis de l'arrêté ministériel. Mais les limites et conditions de son octroi, fixées par arrêté royal, ne répondent pas efficacement aux besoins spécifiques des grandes

25 000 frank toelaat voor een periode van maximaal drie maanden. Dit bedrag kan uitzonderlijk boven dit bedrag worden opgetrokken en maximaal 50 000 frank bereiken.

In feite is de dienstverlening van de kasfaciliteit, zoals zij momenteel is opgevat in het artikel 104 van het koninklijk besluit, essentieel een beheersinstrument van de rekening, welke zich, als men rekening houdt met zijn grenzen, ook al is zij beschikbaar voor alle houders van een postrekening-courant, zich vooral richt tot de particulieren, en moet hen toelaten zijn rekening verstandig te beheren.

Wat mogelijk is voor de particulieren moet ook mogelijk zijn voor de openbare en private rechtspersonen, welke houders van een postrekening-courant zijn. De grote ondernemingen en organisaties, zowel openbaar als privaat, welche tegoeden op hun rekening hebben niet een jaarlijks gemiddelde van verschillende miljoenen, worden soms geconfronteerd met de noodzaak om onmiddellijk over te gaan tot betalingen welke hun rekening tegoeden overschrijden, zonder dat zij kunnen wachten op de overschrijvingen van bedragen die hen van ergens anders verschuldigd zijn, maar die nog niet zijn uitgevoerd of die nog dadelijk moeten worden uitgevoerd op hun rekening. Momenteel is hun toegestane negatief, beperkt tot 50 000 frank, bespottelijk ten opzichte van de uitgedrukte noden van deze ondernemingen en organisaties. Het huidig ontwerp beoogt de aanpassing van de grenzen en voorwaarden van de toekenning van de kasfaciliteit aan de noden van de rechtspersonen.

Het eerste artikel van het ontwerp van het koninklijk besluit heeft dus als doel het verzamelen van alle grenzen en voorwaarden binnen dewelke het aan DE POST is toegelaten kasfaciliteiten toe te staan aan enerzijds de natuurlijke personen en anderzijds de rechtspersonen, in eenzelfde beschikking van het koninklijk besluit.

Voor de natuurlijke personen integreert het ontwerp het bedrag van de kasfaciliteit, zoals zij reeds initieel bepaald was door de Minister onder wie DE POST reageert met het akkoord van de Minister van Financiën, in het koninklijk besluit. Op dezelfde wijze worden de beschikkingen van de eerste paragraaf van artikel 111 van het ministerieel besluit hierbij praktisch integraal overgenomen, met de volgende aanpassingen :

— het kasfaciliteitsbedrag tot 25 000 frank mag worden opgetrokken, voorzover het minder dan 50 000 frank blijft;

— het laatste lid van de eerste paragraaf van het artikel 111 van het ministerieel besluit is gewijzigd met het oog op het in overeenstemming brengen met het nieuwe statuut van DE POST.

De eerste paragraaf van het artikel 111 van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst moet worden opgeheven.

Daartegenover wordt de tweede paragraaf van het artikel 111 op zich behouden en bepaalt het dat de debetstand op een postrekening-courant onderhevig blijft aan een debetinterest bepaald op 0,04 % per dag.

De periodiciteit van de berekening en het in rekening brengen van de debetinteresten, de regels en de procedure welke van toepassing zijn in geval van misbruik door de houders blijft respectievelijk bepaald door de paragrafen 3 en 4 van dit artikel.

Voor de natuurlijke personen, houders van een postrekening-courant, blijft de toekenning van de kasfaciliteit verbonden aan de aflevering van een waarborgkaart overeenkomstig de bepalingen van artikel 126 van het koninklijk besluit, omdat zij veronderstelt dat de aanvrager voldoende waarborgen van solvabiliteit en eerlijkheid aanbrengt. Artikel 142bis van het huidig ministerieel besluit voorziet dat de waarborgkaart slechts mag afgeleverd worden aan een houder en aan de mandataris van een postrekening-courant op voorwaarde dat deze rekening gedurende een periode van minimum drie maand normaal werd gebruikt. In feite is het voldoende dat de houder, of de mandataris van de rekening in ondergeschikte orde, in staat is om het negatief terug te storten door bijvoorbeeld een inkomen te ontvangen of door over andere inkomsten van zijn vermogen te beschikken. Dus de waarborgkaart wordt ook teruggetrokken in geval van misbruik en de betalingsfaciliteiten, in het bijzonder de kasfaciliteit, worden opgeheven.

Wat de rechtspersonen betreft, is het voldoende vast te stellen dat zij reeds kunnen genieten van de dienst van een kasfaciliteit aangeboden door DE POST en, dit krachtens artikel 3, lid 2 van de wet van 26 december 1956 op de postdienst, alsook krachtens artikel 104, lid 2, van het koninklijk besluit en de artikelen 111, lid 2 en 142bis van het ministerieel besluit. De grenzen en voorwaarden van hun toekenning, bepaald door het koninklijk besluit, beantwoorden echter niet efficiënt aan de specifieke

entreprises ou organisations, eu égard au montant des avoirs manipulés par elles. Les mouvements financiers des grandes entreprises ou organisations peuvent s'élever à plusieurs millions au cours de la même journée. Il arrive que celles-ci prévoient un transfert ou un besoin extraordinaire de liquidités alors qu'elles ne disposeront des liquidités nécessaires que le lendemain. Certaines d'entre elles bénéficient de subsides mais ceux-ci n'ont pas encore été liquidés.

Le présent projet ne vise dès lors qu'à actualiser les conditions et limites dans lesquelles le service de la facilité de caisse peut leur être octroyé en tenant compte des besoins exprimés par ces titulaires de comptes chèques postaux, tout en lui conservant sa caractéristique d'instrument de gestion de compte. Il ne s'agit aucunement de leur octroyer un crédit à risque, mais seulement de leur donner la possibilité de faire face à un besoin de liquidité immédiate, alors que ce qui leur est dû est en retard de paiement.

Les dispositions du projet prévoient donc que la facilité de caisse accordée aux personnes morales, titulaires d'un compte courant postal non assorti d'une carte de garantie, peut excéder le montant maximum de 50 000 francs prévu pour les personnes physiques, mais cette possibilité reste subordonnée à des conditions strictes et cumulatives.

La première condition stipule la nécessité que le compte présente une activité régulière et suffisante ou soit susceptible d'une activité régulière. Par activité régulière et suffisante, il faut entendre que le compte connaît de nombreux mouvements de fonds mais qu'il est approvisionné régulièrement et de manière satisfaisante. Le fait pour une grande entreprise de faire domicile, les factures, adressées à sa clientèle, sur son compte courant postal, ou le fait de s'engager par convention à maintenir un solde permanent sur le compte, ou le fait d'approvisionner le compte régulièrement à une certaine hauteur notamment, sont des critères permettant de justifier l'activité régulière et suffisante requise. Cette exigence permettra à LA POSTE de maintenir, malgré l'octroi de facilités de caisse d'un montant plus important, voire même de l'augmenter, la masse des fonds qu'elle met à la disposition de l'Etat.

D'une part, cette adaptation du service de la facilité de caisse est demandée et donc attendue par les grandes entreprises ou organisations, tant publiques que privées, restées fidèles aux comptes de chèques postaux. Réaliser ce projet revient à assurer le maintien des avoirs de ces entreprises ou de ces organisations sur les comptes de la poste financière. L'approvisionnement régulier de leur compte et la hauteur de cet approvisionnement assurerait l'équilibre de la masse des fonds de tiers à disposition de l'Etat. D'autre part, les entreprises, tant publiques que privées, dont le compte présentait l'activité requise, et qui ont récemment clôturé leur compte chèque postal, notamment en raison de l'inadaptation à leurs besoins du service de la facilité de caisse offert, pourraient rouvrir leur compte, provoquant ainsi une augmentation de l'encours mis à la disposition du Trésor.

La seconde condition précise que la facilité de caisse ne peut présenter aucun risque pour LA POSTE. Cette condition répond à la nécessité de conserver à ce service la caractéristique d'un instrument de gestion de compte qui ne peut en aucun cas être considéré comme du crédit à risque. Répondent notamment à cette condition, les entreprises ou organisations dans l'attente de la liquidation de subsides ou aides accordés par les pouvoirs publics, ou qui disposent de titres de créances certaines, liquides et exigibles à l'égard de clients ou de fournisseurs dont la solvabilité est établie.

La facilité de caisse accordée aux personnes morales ne peut être octroyée que pour une durée limitée : elle est destinée à simplifier pour les personnes morales placées devant des échéances, la gestion de leur compte. Le projet prévoit donc qu'en principe la facilité de caisse doit être remboursée dans un délai maximum de trois mois, laissant la possibilité à LA POSTE, dans des cas exceptionnels — par exemple, en cas de retard de paiement par les pouvoirs publics —, de prolonger ce délai.

Le strict respect de ces trois conditions lors des procédures d'octroi par LA POSTE de ces facilités de caisse aux grandes organisations ou entreprises, et particulièrement l'absence de tout risque pour LA POSTE, sera contrôlé par le collège des commissaires, conformément à l'article 25 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et aux dispositions de l'arrêté royal du 5 mars 1992 précisant la mission, les moyens d'action et le statut des

noden van de grote ondernemingen en organisaties gezien het bedrag van de tegoeden waarmee zij omgaan. De financiële bewegingen van de grote ondernemingen en organisaties kunnen stijgen tot verschillende miljoenen in de loop van dezelfde dag. Het komt voor dat dezen een overdracht of huitengewone nood aan liquiditeit voorzien, maar dat zij slechts over deze noodzakelijke liquiditeit de volgende dag zullen beschikken. Verschillende ordenen order hen genieten van subsidies, maar hebben deze nog niet overgemaakt gekregen.

Het huidig ontwerp beoogt dus het actualiseren van de voorwaarden en grenzen binnens welke de dienst van de kasfaciliteit aan hen kan worden toegekend rekening houdend met de door deze houders van de postrekening-courant uitgedrukte noden, zonder de aard van het beheersinstrument van de rekening te veranderen. Het gaat er in geen geval om het toekennen van een krediet op risico, maar enkel om aan hen de mogelijkheid te geven het hoofd te bieden aan hun onmiddellijke liquiditeitsnoden, terwijl datgene wat hen verschuldigd is, een vertraging in betrekking heeft.

De bepalingen van het ontwerp voorzien dus dat de kasfaciliteit, toegestaan aan de rechtspersonen, welke houders van een postrekening-courant zonder bijpassende waarborgkaart zijn, het maximumbedrag van 50 000 frank, voorzien voor natuurlijke personen, kan overschrijden, maar dat deze mogelijkheid onderworpen blijft aan strikte en cumulatieve voorwaarden.

De eerste voorwaarde bepaalt de noodzaak dat de rekening een geregelde en voldoende werking moet vertonen of dat zij valbaar moet zijn voor een geregelde werking. Onder geregelde en voldoende werking moet worden begrepen dat de rekening veel bewegingen van tegoeden kent maar dat zij ook regelmatig en op een voldoende wijze voorzien wordt. Met name het feit dat een grote onderneming de facturen, op het adres van hun klanten, doet domicilieren op zijn postrekening-courant, of het feit dat hij zich verbindt door middel van een overeenkomst tot een permanent saldo op de rekening of het feit dat de rekening regelmatig wordt aangevuld tot op een zekere hoogte, zijn criteria welke toelaten de vereiste geregelde en voldoende werking te rechtfraadigen. Deze vereisendheid zal aan DE POST toelaten om, desondanks het toekennen van een kasfaciliteit voor een meer belangrijk bedrag, het geheel van fondsen welke hij ter beschikking stelt van de Staat te behouden, zelfs te verhogen.

Enerzijds is deze aanpassing van de dienst van kasfaciliteit gevraagd en dus verwacht van de grote ondernemingen en organisaties, zowel openbare als private, welke trouw zijn gebleven aan de postrekening-courant. Het verwezenlijken van dit ontwerp komt neer op het verzekeren van het behoud van de tegoeden van deze ondernemingen en deze organisaties op de rekeningen van de financiële post. De geregelde voorzorging van hun rekening en de hoogte van deze voorzorging zouden het evenwicht van het geheel van fondsen van derden ter beschikking van de Staat waarborgen. Anderzijds kunnen de ondernemingen, zowel openbare als private, waarvan de rekening de vereiste activiteit vertoont en weke recent hun postrekening-courant afsloten, onder andere omwille van het niet aangepast zijn aan hun noden van de aangeboden dienst van kasfaciliteit, hun rekeningen heropenen, alsook de verhoging van het uitslaand bedrag welke ter beschikking staat van de Schatkist uitlokken.

De tweede voorwaarde bepaalt dat de kasfaciliteit geen risico mag inhouden voor DE POST. Deze voorwaarde beantwoordt aan de noodzaak om de dienst zijn specifiek karakter van beheersinstrument van de rekening, welke in geen geval mag worden beschouwd als krediet op risico, te laten behouden. Aan deze voorwaarde beantwoorden onder andere de ondernemingen en organisaties welke de liquidatie van de subsidies of de door de openbare overheden toegestane hulp afwachten, of die beschikken over een schuldbordering die zeker, liquide en eisbaar zijn ten opzichte van klanten of leveranciers waarvan de solvabiliteit gevestigd is.

De kasfaciliteit aan rechtspersonen kunnen slechts voor een beperkte duur worden toegekend : het is de bedoeling dat het beheer van de rekening vereenvoudigd wordt voor de rechtspersonen die geconfronteerd worden met een vervaldag. Het ontwerp voorziet dus dat in principe de kasfaciliteit teruggestort moet worden binnen een tijdspanne van maximum drie maanden, met een mogelijkheid voor DE POST om deze tijdspanne te verlengen in uitzonderlijke gevallen, zoals bijvoorbeeld in het geval van een vertraging in de betrekking door de openbare overheden.

Het strikte respect voor deze drie voorwaarden tijdens de procedure van toekenning van deze kasfaciliteiten door DE POST aan de grote ondernemingen en organisaties, en in het bijzonder de afwezigheid van alle risico's voor DE POST, zal gecontroleerd worden door het college van commissarissen, overeenkomstig artikel 25 van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 maart 1992 tot vaststelling

commissaires auprès des entreprises publiques autonomes, notamment les articles 5 et 6 dudit arrêté. En application de ces dispositions, le comité de direction de LA POSTE doit informer régulièrement le collège des commissaires et lui fournir, à sa demande, toute information relative aux procédures d'octroi de ces facilités de caisse.

Les personnes morales, qui ne désirent pas bénéficier du service de la facilité de caisse susvisé, adapté essentiellement aux besoins des grandes entreprises et organisations, peuvent obtenir une carte de garantie de chèque postal, mais, dans ce cas, la facilité de caisse ne peut plus leur être octroyée que dans les limites et conditions de celle accordée aux personnes physiques.

Le projet d'arrêté royal ne modifie en rien les dispositions relatives aux intérêts débiteurs. Conformément au prescrit de l'article 104 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, le solde débiteur d'un compte courant postal est passible d'un intérêt débiteur, fixé par l'article 111 de l'arrêté ministériel portant réglementation du service postal à 0,04 % par jour. Le calcul des intérêts débiteurs est effectué journallement et leur inscription en compte est réalisée d'office une fois par mois.

Les intérêts créditeurs

L'article 2 du projet concerne l'octroi des intérêts créditeurs.

Depuis le 1er juillet 1991, le solde créditeur d'un compte courant postal assorti d'une carte de crédit "Postchèque", ainsi que le solde créditeur des "comptes de tiers" ouverts au nom d'une personne physique en vertu d'une convention particulière conclue avec LA POSTE, conformément à l'article 14, § 4, 2^e, de la loi du 6 juillet 1971 portant création de LA POSTE, sont susceptibles d'un intérêt créditeur.

LA POSTE a dès lors décidé d'octroyer aux titulaires de ces comptes un intérêt créditeur de 4 %, conformément au prescrit des articles 104bis, § 2, de l'arrêté royal et 111bis de l'arrêté ministériel. Ce taux correspond au taux maximum de l'intérêt de base alloué aux dépôts d'épargne, visé par l'article 3bis, 4^e, c, de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, aujourd'hui abrogé par l'article 2 et remplacé, au terme de l'article 1er de l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, par l'article 2, 4^e, c), de l'annexe audit arrêté.

Le solde créditeur d'un compte courant postal assorti uniquement d'une carte de garantie de chèque postal, dont le titulaire est soit une personne physique soit une personne morale, est susceptible d'un intérêt créditeur depuis le 1er juin 1994.

L'offre d'un intérêt créditeur sur le solde créditeur d'un compte courant postal assorti d'une carte VISA s'est traduite par un accroissement significatif des avoirs en compte courant. Un certain nombre de titulaires de comptes courants postaux, les pensionnés en particulier, hésitent à acquérir ce genre de carte. C'est pourquoi l'élargissement de l'offre d'un intérêt créditeur est attendu par les détenteurs de la seule carte de garantie.

La mise en œuvre du projet devrait se traduire par un nouvel accroissement des avoirs en compte courant.

LA POSTE est une entreprise publique autonome et reste maître de sa stratégie commerciale et de son budget. Elle doit pouvoir octroyer un intérêt créditeur de manière souple et commerciale en conformité avec sa stratégie. Pour ce faire, le projet prévoit que LA POSTE peut décider de l'octroi des intérêts créditeurs dans le respect des limites et conditions que le Roi détermine, d'une part pour les personnes physiques et d'autre part pour les titulaires qui ne sont pas des personnes physiques.

En ce qui concerne les personnes physiques, le projet définit des catégories de titulaires de comptes dont le solde créditeur est susceptible de produire des intérêts créditeurs, soit :

1^o les titulaires d'un ou de plusieurs comptes bénéficiaires, pour ce compte ou l'un de ces comptes, d'une carte de garantie de chèque postal;

2^o les titulaires d'un compte assorti d'une carte "Jeunes" "Postchèque";

3^o les titulaires d'un compte assorti d'une carte de crédit "Postchèque";

4^o les titulaires d'un "compte de tiers", tel que défini plus haut.

van nadere regelen met betrekking tot de opdracht, de actiemogelijkheden en het statuut van de commissarissen bij de autonome overheidsbedrijven, in het bijzonder de artikelen 5 en 6 van het vermelde besluit. In toepassing van deze bepalingen moet het directiecomité van DE POST het college van commissarissen regelmatig inlichten en op zijn vraag alle informatie betreffende de procedures van toekenning van deze kasfaciliteiten bezorgen.

De rechtspersonen, welche niet van hier voor vermelde dienst van de kasfaciliteit, voornamelijk aangepast aan de noden van de grote ondernemingen en organisaties, wensen te genieten, mogen een postcheque-waarborgkaart verkrijgen, maar in dit geval kan de kasfaciliteit slechts worden toegekend binnen de grenzen en de voorwaarden, zoals deze gelden voor de natuurlijke personen.

Het ontwerp van koninklijk besluit wijzigt niets aan de bepalingen betreffende de debetinteresten. Overeenkomstig de voorschriften van artikel 104 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst is de debetstand van een postrekening-courant vatbaar voor een debetinterest, vastgelegd op 0,04 % per dag door het artikel 111 van het ministerieel besluit houdende reglementering van de postdienst. De berekening van de debetinteresten wordt dagelijks uitgevoerd en hun inschrijving op de rekening wordt ambtshalve éénmaal per maand gerealiseerd.

De creditinteresten

Artikel 2 van het ontwerp betreft de toekenning van creditinteresten.

Sinds 1 juli 1991 is het creditsaldo op een postrekening-courant, met bijpassende postcheque kredietkaart, alsook het creditsaldo van een "derdenrekening" geopend op naam van een natuurlijke persoon krachtens een bijzondere overeenkomst afgesloten met DE POST overeenkomstig artikel 14, § 4, 2^e, van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van DE POST, vatbaar voor creditinteresten.

DE POST heeft sindsdien beslist om aan de houders van deze rekeningen een creditinterest van 4 % toe te kennen, overeenkomstig de voorschriften van artikel 104bis, § 2, van het koninklijk besluit en 111bis van het ministerieel besluit. Deze rentevoet stemt overeen met het maximum van de basisrentevoet van de markt op de spaardeposito's, zoals bepaald bij artikel 3bis, 4^e, c, van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van inkomstenbelasting, vandaag opgeheven door artikel 2 en vervangen door artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 ter uitvoering van het Wetboek van inkomstenbelasting op de inkomsten 1992, door artikel 2, 4^e, c), van de bijlage van het hierboven vermelde besluit.

De creditstand van een postrekening-courant met slechts een bijpassende postcheque-waarborgkaart, waarvan de houder ofwel een natuurlijke persoon ofwel een rechtspersoon is, is vatbaar voor een creditinterest sinds 1 juni 1994.

Het aanbod van een creditinterest op het creditsaldo van een postrekening-courant met een bijpassende VISA-kaart heeft zich vertaald in een significante aangroei van tegoeden op de rekening-courant. Een zeker aantal van de houders van een postrekening-courant, de gepensioneerden in het bijzonder, twijfelen om zo'n soort kaart aan te schaffen. Daarom wordt de verruiming van het aanbod van creditinteresten verwacht door de houders die enkele waarborgkaart bezitten.

De aanwending van dit ontwerp moet zich vertalen in een nieuwe toename van tegoeden op de rekening-courant.

DE POST is een autonoom overheidsbedrijf en blijft meester van zijn commerciële strategie en zijn budget. Hij moet een creditinterest op een soepele en commerciële wijze overeenkomstig zijn strategie kunnen toekennen. Om dit mogelijk te maken voorziet het ontwerp dat DE POST zelf kan beslissen om creditinteresten toe te kennen binnen de grenzen en voorwaarden door de Koning bepaald aan enerzijds natuurlijke personen en anderzijds aan personen die geen natuurlijke personen zijn.

Wat de natuurlijke personen betreft, omschrijft het ontwerp de categorieën van houders van rekeningen waarvan het creditsaldo dus vatbaar is om creditinteresten voort te brengen, zijnde :

1^o de houders van één of meer rekeningen, die begunstigden zijn voor deze rekening of één van deze rekeningen van een postcheque-waarborg-kaart;

2^o de houders van één rekening met bijpassende "jongeren"kaart "postcheque";

3^o de houders van een rekening met bijpassende "postcheque" kredietkaart;

4^o de houders van een "derdenrekening", zoals hierboven is omschreven.

Le projet détermine les limites et conditions générales dans lesquelles peuvent être octroyés les intérêts créditeurs, soit :

a) un taux plafond est fixé au taux le plus bas offert au cours du trimestre précédent lors de l'adjudication des certificats de trésorerie à trois mois, tel que communiqué par l'Administration de la Trésorerie;

b) le solde du compte doit rester positif durant tout le mois calendrier;

c) l'intérêt est calculé sur base du solde créditeur le moins élevé que le compte courant postal a présenté pendant un mois calendrier complet.

Ces trois conditions sont analogues à celles prévues dans le régime actuel, si ce n'est que le taux plafond a été modifié pour l'aligner sur celui appliquée au supplément de rémunération dont bénéficie LA POSTE lorsque les avoirs des particuliers confiés à LA POSTE et mis à disposition du Trésor dépasse pendant un trimestre la moyenne journalière de 93 milliards (article 24 de la convention conclue entre LA POSTE et le Ministère des Finances, réglant le concours de LA POSTE aux activités de ce-dernier);

d) le taux visé au point a) est un plafond sous lequel une modulation est possible en fonction notamment du groupe-cible auquel LA POSTE prévoit d'octroyer l'intérêt créditeur.

Des offres commerciales différentes peuvent ainsi être formulées aux différentes catégories de titulaires de compte. Le taux offert doit être de toute manière inférieur au taux plafond et équivalent ou supérieur à 0,50 %, soit le taux habituellement offert sur les comptes à vue. En outre, des conditions supplémentaires sont imposées pour deux types de compte :

— pour les comptes assortis uniquement d'une carte de garantie de chèque postal, le projet impose que le taux ne puisse être appliquée que sur la tranche de l'avoir en compte qui excède un montant déterminé par LA POSTE; ce qui signifie que les personnes physiques dont le solde créditeur le moins élevé au cours du mois considéré n'atteint pas le niveau ainsi déterminé, n'obtiendront pas le paiement d'un intérêt créditeur;

— pour les comptes en francs belges du titulaire, liés par convention au compte visé ci-dessus et pour lesquels il n'est octroyé ni carte de garantie ni facilité de caisse, c'est-à-dire des comptes courants qui ne disposent pas de ces facilités de paiement mais qui seront liés au compte principal par une convention, par exemple un ordre permanent visant à renfluer ce compte lorsqu'il est en négatif depuis trois mois, il est prévu que le taux, par hypothèse plus élevé, ne puisse être appliquée qu'à la stricte condition que l'avoir mensuel atteigne un niveau suffisant, déterminé par LA POSTE dans le cadre d'une bonne gestion.

Dans ce dernier cas, l'objectif est de provoquer des ouvertures de compte et un accroissement des avoirs, ainsi que le maintien de l'avoir en compte existant à un niveau élevé.

En ce qui concerne les titulaires qui ne sont pas des personnes physiques, le projet d'arrêté royal prévoit la mise en place d'un système qui tient compte de leur spécificité. Par l'expression "titulaires qui ne sont pas des personnes physiques", est visée une notion plus large que celle de "personne morale", en ce compris notamment les sociétés commerciales et leurs succursales, les sociétés civiles à forme commerciale, les associations momentanées ou en participation, les pouvoirs publics, les organismes d'intérêt public, les établissements publics ou d'utilité publique, les associations sans but lucratif ou les associations de fait.

Le solde créditeur d'un compte courant postal dont le titulaire n'est pas une personne physique est susceptible d'un intérêt créditeur, pour autant que l'avoir quotidien en fin de journée atteigne un niveau suffisant à déterminer par LA POSTE et moyennant la conclusion avec LA POSTE d'un contrat dont les modalités sont définies par elle.

L'exigence que le niveau de l'avoir quotidien soit suffisant se justifie par le fait que LA POSTE doit disposer de fonds importants à mettre chaque jour à disposition de l'Etat.

Het ontwerp bepaalt de grenzen en de algemene voorwaarden, binnen welke de creditinteressen kunnen worden toegekend, zijnde :

a) de maximum-rentevoet wordt bepaald door de laagste rentevoet aangeboden in de loop van het vorige trimester tijdens de toewijzing op schatkistcertificaten op drie maanden, zoals zij is meegedeeld door de Administratie der Thesaurie;

b) het saldo van de rekening moet positief blijven gedurende de ganse kalendermaand;

c) de interest wordt berekend op basis van het kleinste creditsaldo dat de postrekening-courant gedurende een volledige kalendermaand heeft vertoond.

Deze drie voorwaarden zijn analoog aan deze voorzien in het huidig regime, behalve dan de maximumrentevoet, welke werd gewijzigd om het gelijk te stellen met het supplement op de vergoeding waarvan DE POST geniet omdat de tegoeden van derden toevertrouwd aan DE POST en ter beschikking gesteld van de Schatkist tijdens een trimester het dagelijks gemiddelde van 93 miljard overschrijdt (artikel 24 van de overeenkomst gesloten tussen DE POST en het Ministerie van Financiën, welke de steun van DE POST aan de activiteiten van deze laatste regelt).

d) de rente voorzien in punt a) is een maximum waaronder een modulatie mogelijk is in functie van onder andere de doelgroep aan welke DE POST voorziet om creditinteressen toe te kennen.

Verschillende commerciële aanbiedingen kunnen ook geformuleerd worden aan verschillende categorieën van rekeninghouders. De aangeboden rentevoet moet altijd lager zijn dan de maximumrentevoet en gelijk aan of hoger zijn dan 0,50 %, wat gewoonlijk de aangeboden rente is op zichtrekening. Bovendien zijn er bijkomende voorwaarden opgelegd voor twee soorten rekeningen :

— voor de rekeningen met enkel een bijpassende postchequewaarborgkaart legt het ontwerp op dat de rente enkel toepasbaar mag zijn op de schijf van het tegoed van de rekening, welke een door DE POST bepaald bedrag overschrijdt; wat betekent dat de natuurlijke personen waarvan het kleinste creditsaldo tijdens de beschouwde maand het aldus bepaalde niveau niet bereikt heeft, geen betaling van een creditinterest zullen verkrijgen.

— voor de in Belgische frank uitgedrukte rekeningen van de houders, welke verbonden zijn door een overeenkomst aan de rekening die hierboven is beoogd en voor welke geen waarborgkaart noch een kasfaciliteit is toegekend, dat wil zeggen, rekeningen-courant die niet beschikken over deze betalingsfaciliteiten maar die verbonden zijn aan een hoofdrekening door een overeenkomst, bijvoorbeeld door een permanente opdracht met het oog op het in positief brengen van deze rekening omdat zij reeds drie maanden in negatief staat, is het voorzien dat de rentevoet, in de hoogste hypothese, slechts kan worden toegepast op de strikte voorwaarde dat het dagelijks tegoed een voldoende niveau, bepaald door DE POST in het kader van een goed beheer, bereikt.

In dit laatste geval is het de bedoeling om de openingen van rekeningen en een toename van de tegoeden uit te lokken, alsook het behoud van het tegoed op de rekening, die op een hoog niveau bestaan.

Wat betreft de houders die geen natuurlijke personen zijn, voorziet het ontwerp van koninklijk besluit de installatie van een systeem dat rekening houdt met hun specificiteit. Met de uitspraak "houders die geen natuurlijke personen zijn" begoocht men een begrip dat ruimer is dan "rechtspersonen" door er onder andere handels-vennootschappen en hun bijhuizen, burgerlijke vennootschappen in een commerciële vorm, tijdelijke verenigingen en handelsverenigingen bij wijze van deelneming, de organismen van de openbare overheden, openbare instellingen of instellingen van openbaar nut, de verenigingen zonder winstoogmerk of de feitelijke verenigingen te omvatten.

Het creditsaldo van een postrekening-courant waarvan de houder geen natuurlijke persoon is, is vatbaar voor creditinterest, voor zover het dagelijks tegoed op het einde van de dag een door DE POST bepaald voldoende niveau bereikt en op voorwaarde dat een contract met DE POST, waarvan hij de modaliteiten bepaald, is ondertekend.

De vereiste dat de hoogte van het dagelijks tegoed voldoende moet zijn, rechtvaardigt zich door het feit dat DE POST over belangrijke fondsen moet beschikken om deze elke dag ter beschikking van de Staat te kunnen stellen.

Or, un certain nombre de sociétés ou organisations effectuent chaque jour des opérations sous le bénéfice de la tarification avantageuse pratiquée par LA POSTE, et évacuent systématiquement les avoirs de leurs comptes en fin de journée avec pour conséquence de diminuer les fonds à disposition du Trésor. Pour pouvoir accorder des intérêts créditeurs, LA POSTE est donc contrainte d'exiger le maintien des avoirs sur les comptes au-delà de la clôture journalière.

Les modalités organisant la fourniture par LA POSTE de ses prestations à l'égard de ces titulaires de comptes seront intégrées dans une convention à conclure avec eux, conformément aux dispositions du contrat de gestion. Selon l'article 5, § 2, b, du contrat de gestion, LA POSTE est en effet autorisée à définir les conditions de fourniture de ses produits et services, de gré à gre, sur la base d'un devis particulier. Cette même convention pourra comprendre des dispositions relatives à l'octroi d'une facilité de caisse et à l'application d'un régime spécifique de la date de valeur ainsi qu'il est précisé ci-dessous.

Toutefois, l'intérêt, applicable sur le solde créditeur d'un compte courant postal, devra être octroyé dans les limites et conditions suivantes :

a) un taux plafond est fixé au taux le plus bas offert au cours du trimestre précédent lors de l'adjudication des certificats de trésorerie à trois mois, tel que communiqué par l'Administration de la Trésorerie, ce taux pouvant être majoré de deux pourcents afin de permettre à LA POSTE de rendre son produit suffisamment attractif pour provoquer une augmentation des avoirs en compte (ce taux plafond ne sera cependant pas appliqué de façon systématique, mais constitue l'extrême d'une "fourchette" qui laissera LA POSTE libre de moduler l'intérêt octroyé en fonction de ses impératifs économiques);

b) le mode de calcul de l'intérêt sera déterminé par LA POSTE en fonction du solde créditeur que le compte courant postal a présenté pendant un mois calendrier complet.

Le projet est conçu de manière à consacrer davantage l'autonomie de LA POSTE dans la fixation du taux d'intérêt applicable, de la périodicité du calcul et des modalités de la mise en compte des intérêts créditeurs. Sans préjudice des conditions et limites d'octroi des intérêts créditeurs telles qu'elles sont déterminées par le Roi, LA POSTE est libre de choisir les paramètres qui doivent la guider dans le cadre d'une bonne gestion.

La date de valeur

L'article 3 du projet vise à introduire le régime de la date de valeur sur le solde créditeur et le solde débiteur des comptes courants postaux. L'introduction du régime de la date de valeur doit permettre de limiter le coût de l'octroi d'un intérêt créditeur et d'augmenter la recette provenant de l'application d'un intérêt débiteur.

En fait, différentes dates peuvent être considérées au cours d'une transaction financière :

- la date de la transaction est la date à laquelle la transaction entre dans le circuit financier (par exemple, l'envoi d'un virement ou l'encaissement d'un chèque);
- la date de comptabilisation est la date à laquelle la mutation ou la transaction est enregistrée;
- la date de valeur est la date à laquelle la mutation de l'argent se répercute dans le calcul des intérêts, c'est-à-dire le jour où l'argent lié à la transaction commence à ou cesse de rapporter des intérêts.

La date de valeur est appliquée dans la plupart des institutions financières en Belgique. La date de valeur est généralement postérieure d'un ou plusieurs jours pour les articles du crédit (versement en espèces, réception d'un virement, remise de chèques, etc.) et antérieure d'un ou plusieurs jours pour les articles du débit (paiement d'un chèque, paiement à un terminal point de vente, etc.), et ne concerne que le calcul des intérêts. Cette date est sans incidence sur la disponibilité de la créance portée en compte.

La date de valeur ne se confond pas avec la date de l'opération ou avec la date de disponibilité du produit encaissé. La notion est purement financière et doit uniquement servir au calcul des intérêts.

Een zeker aantal vennootschappen en organisaties echter voeren elke dag bewerkingen uit, daarbij genietend van een voordelijke tarificatie toegepast door DE POST, en halen systematisch het tegoed van hun rekening af op het einde van de dag, met een vermindering van de fondsen ter beschikking van de Staat als gevolg. Om de creditinteresten te kunnen toekennen moet DE POST dus verplicht zijn het behoud van de tegoden op deze rekeningen voor de dagelijkse afsluiting te eisen.

De voorwaarden die de toekenning door DE POST van zijn prestaties ten opzichte van deze rekeninghouders regelen, zullen opgenomen worden in een overeenkomst welke met hen gesloten zal worden overeenkomstig de bepalingen van het beheerscontract. Volgens artikel 5, § 2, b, van het beheerscontract is het aan DE POST immers toegestaan om de voorwaarden voor de levering van zijn producten en diensten onderhands en op grond van een bestek te bepalen. Dezelfde overeenkomst kan de bepalingen betreffende de toekenning van de kasfaciliteit en de toepassing van een specifiek regime van de waardedatum zoals zij hieronder is bepaald, omvatten.

De interest, toepasbaar op het creditsaldo van een postrekening-courant, moet echter toegekend worden binnen de volgende grenzen en voorwaarden :

a) de maximum-rentevoet is de hoogste rentevoet aangeboden in de loop van het vorige trimester tijdens de toewijzing op schatkist-certificaten op drie maanden, zoals zij is meegedeeld door de Administratie der Thesaurie, welke vermeerderd kan worden met twee procent om aan DE POST toe te laten zijn produkt voldoende aantrekkelijk te maken om een verhoging van de tegoden op de rekeningen uit te lokken (deze maximumrentevoet zal onderschreven niet op een systematische wijze worden toegepast, maar vormt het uiterste van een "vork" die DE POST zal vrij laten om de toegekende interest te moduleren in functie van zijn economische imperiatief);

b) de wijze van interestberekening zal bepaald worden door DE POST in functie van het creditsaldo, welke de rekening gedurende een volledige kalendermaand heeft vertoond.

Het ontwerp is zo opgevat dat meer autonomie aan DE POST is toevertrouwd in de bepaling van de toepasbare interest, de periodiciteit van de berekening en de modaliteiten van het in rekening brengen van de creditinteresten. Zonder afbreuk te doen aan de voorwaarden en de grenzen van de toekenning van de creditinteresten, zoals zij bepaald zijn door de Koning, is DE POST vrij de parameters te kiezen, die hem moeten leiden binnen het kader van goed beheer.

De waardedatum

Artikel 3 van het ontwerp beoogt de introductie van het regime van de waardedatum op het credit- en op het debetsaldo van de postrekeningen-courant. De introductie van het regime van de waardedatum moet de kost van de toekenning van de creditinteresten beperken en de inkomsten voortkomend uit de toepassing van de debetinteresten verhogen.

In feite kunnen er verschillende data beschouwd worden in de loop van de financiële verrichting :

— de datum van de verrichting is de datum waarop de verrichting het financieel circuit binnenkomt (bijvoorbeeld, de verzending van de overschrijving of de incassering van een chèque);

— de datum van de comptabilisatie is de datum waarop de overdracht of de transactie is geregistreerd;

— de waardedatum is de datum waarop de overdracht gevolgen heeft in de berekening van de interesten, dat wil zeggen, de dag waarop het geld verbonden aan de overdracht begint of eindigt met het ophangen van interesten.

De waardedatum wordt toegepast in het grootste deel van de financiële instellingen in België. De waardedatum is algemeen één of meer dagen na de artikelen van credit (storting in geld, ontvangst van een overschrijving, overhandiging van een chèque, enz.) en één of meer dagen erna voor de artikelen van debet (betaling van een chèque, betaling aan een terminal van een verkooppunt, enz.) en betreft enkel de berekening van interesten. Deze datum heeft geen gevolg voor de beschikbaarheid van de schuld die in rekening is gebracht.

De waardedatum valt niet samen met de datum van de operatie of met de datum van de beschikbaarheid van het geïncasseerde produkt. Het begrip is puur financieel en moet enkel dienen voor de berekening van de interesten.

La date de valeur est justifiée par le délai nécessaire à la circulation et à la manipulation des fonds. Elle correspond partiellement à une rémunération implicite de l'organisme financier, justifiée par le coût de l'opération et par d'autres facteurs.

Le projet prévoit que tant l'intérêt débiteur que l'intérêt créditeur sont calculés sur la base des soldes résultant de l'application du régime de la date de valeur. L'introduction du régime de la date de valeur devrait permettre également de changer sensiblement le comportement de certains clients. Comme il en a été question plus haut, certains clients effectuent des transactions durant toute la journée et opèrent un seul versement le jour même pour les financer, ou récoltent de l'argent pour vider leur compte le soir-même. La motivation de ces clients est bien évidemment la gratuité des prestations de LA POSTE. Ces clients-là coûtent et n'apportent rien à LA POSTE; l'Etat n'en profite pas non plus puisque leur avoir en compte courant est ramené à zéro à la fin de chaque journée. Si les clients adaptent leur gestion de compte au régime de la date de valeur, LA POSTE peut espérer que les avoirs en compte vont augmenter, ce qui est intéressant pour l'Etat qui aura ainsi plus d'argent à sa disposition.

Dès lors, le projet prévoit que le régime de la date valeur à mettre en place doit être déterminé, notamment par le prix de revient des opérations financières et la complexité de la nature de l'opération comptabilisée.

En effet, le temps d'exécution de certaines opérations est parfois important du fait qu'elles exigent de multiples manipulations ou interventions de tiers sur lesquelles LA POSTE n'a pas de prise. A l'heure actuelle, la mise en compte de ces opérations à la date comptable entraîne de nombreux frais à charge de LA POSTE. L'application du régime de la date de valeur permettra de compenser partiellement ces frais et contribuera pour LA POSTE à une gestion plus saine de ses activités.

La date de valeur est obtenue par l'application d'un coefficient qui peut varier d'après le coût ou la nature des opérations réalisées. Le calcul s'effectue par l'application d'un algorithme à la date comptable de la transaction. Le coefficient sera positif pour une opération de crédit, négatif pour une opération de débit. A titre d'exemple, on appliquerait un coefficient $J + 1$ pour un crédit et un coefficient $J - 1$ pour un débit, où J représenterait le jour de la comptabilisation de la transaction sur le compte courant postal. Dans la majorité des cas, LA POSTE appliquera le coefficient $J +/- 1$ ou J , mais elle doit rester libre de fixer ce coefficient en tenant compte des impératifs qui lui sont imposés par son budget. En appliquant le régime ainsi décrit, un nouveau solde créditeur et un nouveau solde débiteur sont déterminés. Ce sont ces soldes qui seront pris en considération pour le calcul des intérêts créditeurs et débiteurs.

Pour permettre à LA POSTE de s'organiser en tenant compte de son budget et de sa stratégie, le régime de la date de valeur pourra être appliqué en fonction de l'importance économique ou stratégique du groupe dont le client fait partie ou du client pris individuellement. Le coefficient $J 0$ pourrait par exemple être appliqué à l'égard de certains groupes pour lesquels LA POSTE voudrait favoriser l'ouverture d'un compte courant postal (les jeunes, par exemple) ou l'apport de fonds importants (certains pensionnés notamment). Un contrat pourra, le cas échéant, être conclu entre LA POSTE et son client. Les modalités en seront définies par LA POSTE et seront soumises au client pour accord.

Dans les limites et dispositions fixées par le Roi, LA POSTE sera libre de déterminer elle-même les modalités d'application du régime de la date de valeur. S'agissant notamment des titulaires de compte courant postal qui ne sont pas des personnes physiques, le même contrat pourrait comprendre des dispositions relatives à la facilité de caisse, à l'octroi d'un intérêt créditeur et à l'application d'un régime de date de valeur spécifique.

L'article 4 du projet fixe la date d'entrée en vigueur du nouvel arrêté. Celle-ci doit tenir compte de l'octroi actuel par LA POSTE d'un intérêt créditeur sur le solde créditeur des comptes assortis d'une carte de crédit "Postchèque".

De waardedatum wordt gerechtvaardigd door de tijd nodig voor de circulatie en de manipulatie van de fondsen. Zij stemt deels overeen met een impliciete vergoeding van het financieel organisme, gerechtvaardigd door de kost van de operatie en door andere factoren.

Het ontwerp voorziet dat zowel de debet- als de creditinteressen berekend worden op basis van de saldi die resulteren uit de toepassing van het regime van de waardedatum. De invoering van het regime van de waardedatum moet ook een voelbare wijziging teweeg brengen in het gedrag van sommige klanten. Zoals hierboven reeds sprake was, voeren sommige klanten gedurende de ganse dag transacties uit en storten dezelfde dag eenmaal om deze te financieren, of verzamelen het geld om de rekening dezelfde avond te ledigen. De motivatie van deze klanten is duidelijk het gratis zijn van de prestaties van DE POST. Deze klanten kosten aan DE POST, en brengen hem niets op; de Staat geniet evenmin omdat hun tegoed op de postrekening-courant tot nul wordt herleid op het einde van elke dag. Wanneer de klanten hun rekeningbeheer aanpassen aan het regime van de waardedatum, kan DE POST hopen dat de tegoeden op de rekening gaan stijgen, wat interessant is voor de Staat welke hierdoor meer geld ter beschikking zal hebben.

Het ontwerp voorziet dus dat het regime van de waardedatum, welke ingevoerd moet worden, bepaald moet worden door onder andere de kostprijs van de financiële verrichtingen en de ingewikkeldheid van de aard van de boekhoudkundige verrichting.

De uitvoeringstijd van bepaalde verrichting zijn in feite soms belangrijk omdat van het feit dat zij veelvoudige manipulaties en tussenkomsten van derden vereisen waarop DE POST geen vat heeft. Momenteel brengt het in rekening brengen van deze operaties op de boekhouddatum fairelijke kosten voort voor rekening van DE POST. De toepassing van het regime van de waardedatum zal toelaten deze kosten deels te compenseren en zal voor DE POST in een meer gezond beheer van haar activiteiten bijdragen.

De waardedatum wordt verkregen door de toepassing van een coefficient die kan variëren naargelang de kost of de aard van verwezenlijkte verrichting. De berekening komt tot stand door de toepassing van een algoritme op de boekhouddag van de overdracht. De coefficient zal positief zijn voor een creditverrichting, negatief voor een debetverrichting. Bij wijze van voorbeeld zal men een coefficient $D + 1$ voor een credit en een coefficient $D - 1$ voor een debet toepassen, waarbij D de dag van de comptabilisatie van de overdracht op de postrekening-courant zou voorstellen. In de meerderheid van de gevallen zal DE POST het coefficient $D +/- 1$ of D toepassen, maar hij moet vrij blijven om dit coefficient te kunnen bepalen, rekening houdend met de vereisten die hem zijn opgelegd door zijn budget. Door de toepassing van het hier beschreven regime wordt er een nieuw credit- en debetsaldo bepaald. Het zijn deze saldi die in overweging zullen worden genomen voor de berekening van de credit- en debet-interessen.

Om toe te laten dat DE POST zich organiseert, rekening houdend met zijn budget en zijn strategie, kan het regime van de waardedatum toegepast worden in functie van het economisch en strategisch belang van de groep waar de klant deel van uitmaakt of van de klant individueel. De coefficient $D 0$ zou bijvoorbeeld kunnen worden toegepast voor bepaalde groepen waarvoor DE POST de opening van een postrekening-courant (jongeren bijvoorbeeld) of de aanbreng van belangrijke fondsen (onder andere bepaalde gepensioneerden) wenst te begunstigen. Als het geval zich voordoet kan een overeenkomst gesloten worden tussen DE POST en zijn klant. De modaliteiten zullen erin omschreven zijn door DE POST en zullen onderworpen worden aan de goedkeuring van de klant.

Binnen de grenzen en de bepalingen bepaald duur de Koning zal DE POST vrij zijn om zelf de modaliteiten van de toepassing van het regime van de waardedatum te bepalen. Wanneer onder andere de houders van een postrekening-courant geen natuurlijke personen zijn, zou hetzelfde contract bepalingen kunnen omvatten betreffende de kasfaciliteit, de toekenning van creditinteressen en de toepassing van een specifiek regime van waardedatum.

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt de datum van inwerkingtreding van het nieuw besluit. Dit moet rekening houden met de huidige toekenning door DE POST van een creditinterest op een creditsaldo van de rekeningen met bijpassend Postcheque kredietkaart.

L'article 5 charge le Ministre dont relève LA POSTE et le Ministre des Finances de l'exécution de l'arrêté en projet, chacun pour ce qui le concerne.

Le projet d'arrêté a été adapté en fonction des observations du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Artikel 5 belast de Minister onder wie DE POST ressorteert en de Minister van Financiën met de uitvoering van het besluit als ontwerp voor het deel dat hen betreft.

Het ontwerp van besluit is aangepast op grond van de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

E. DI RUPO

Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 7 avril 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal", a donné le 12 avril 1995 l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"L'urgence invoquée résulte des circonstances suivantes :

- l'octroi d'une facilité de caisse adaptée aux besoins des entreprises et d'un intérêt créateur doit être organisé dans les plus brefs délais afin d'empêcher que les grandes organisations et entreprises publiques ou privées ne continuent à retirer leurs avoirs de leurs comptes courants postaux, faute de trouver à LA POSTE un instrument leur permettant une marge de manœuvre suffisante dans la gestion de ces comptes, et des intérêts créditeurs leur permettant une gestion de trésorerie raisonnable;

- les mesures projetées peuvent être prises dans l'urgence parce qu'elles visent des activités qui sont déjà exercées à LA POSTE et qu'elles n'ont pour objectif que de les adapter aux demandes pressantes des organisations ou entreprises, titulaires d'un compte courant postal;

- ces mesures doivent être prises de toute urgence parce que tout retrait de ces organisations ou entreprises aurait des effets préjudiciables sur la masse des avoirs mis journallement par LA POSTE à la disposition du Trésor;

- les mesures projetées concernant les intérêts créditeurs à octroyer aux titulaires de compte, personnes physiques, et qui visent à rendre ces comptes plus attractifs, doivent être prises rapidement, étant donné que les nouveaux accords de partenariat liant LA POSTE et concernant la distribution depuis le 27 mars 1995 de produits financiers (carnets dépôts, comptes épargne et bons de caisse), autres que les comptes courants et les activités qui y sont rattachées, pourraient, à défaut de telles mesures, avoir pour effet de réduire la masse des avoirs en compte."

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 april 1995 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzoekt hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdiensten", heeft op 12 april 1995 het volgend advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstapte van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de teeltelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoerd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleiden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"L'urgence invoquée résulte des circonstances suivantes :

- l'octroi d'une facilité de caisse adaptée aux besoins des entreprises et d'un intérêt créateur doit être organisé dans les plus brefs délais afin d'empêcher que les grandes organisations et entreprises publiques ou privées ne continuent à retirer leurs avoirs de leurs comptes courants postaux, faute de trouver à LA POSTE un instrument leur permettant une marge de manœuvre suffisante dans la gestion de ces comptes, et des intérêts créditeurs leur permettant une gestion de trésorerie raisonnable;

- les mesures projetées peuvent être prises dans l'urgence parce qu'elles visent des activités qui sont déjà exercées à LA POSTE et qu'elles n'ont pour objectif que de les adapter aux demandes pressantes des organisations ou entreprises, titulaires d'un compte courant postal;

- ces mesures doivent être prises de toute urgence parce que tout retrait de ces organisations ou entreprises aurait des effets préjudiciables sur la masse des avoirs mis journallement par LA POSTE à la disposition du Trésor;

- les mesures projetées concernant les intérêts créditeurs à octroyer aux titulaires de compte, personnes physiques, et qui visent à rendre ces comptes plus attractifs, doivent être prises rapidement, étant donné que les nouveaux accords de partenariat liant LA POSTE et concernant la distribution depuis le 27 mars 1995 de produits financiers (carnets dépôts, comptes épargne et bons de caisse), autres que les comptes courants et les activités qui y sont rattachées, pourraient, à défaut de telles mesures, avoir pour effet de réduire la masse des avoirs en compte."

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

Objet du projet

L'arrêté royal en projet modifie l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal sur quatre points :

— à l'article 104, concernant la facilité de caisse accordée aux titulaires d'un compte courant postal, l'arrêté en projet différencie le régime applicable, selon que le titulaire est une personne physique ou une personne morale;

— à l'article 104bis, concernant l'intérêt applicable sur le solde créditeur de certains comptes, l'arrêté en projet établit des régimes différents selon que le titulaire est ou non une personne physique, et à l'égard des personnes physiques, selon le type de compte;

— en insérant un article 104ter, l'arrêté en projet introduit le régime de date de valeur pour le calcul des intérêts créditeurs et débiteurs;

— la modification de l'article 126, alinéa 2, vise à réservé désormais aux seules personnes physiques l'octroi de la carte de garantie de chèque postal.

Examen du texte

Préambule

Alinéa 1er. Il n'y a pas lieu de mentionner la modification apportée à l'article 5, alinéa 4, de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, celle-ci ayant été rendue sans objet par l'arrêté royal du 14 septembre 1992 portant approbation du premier contrat de gestion de la Régie des postes et fixant des mesures relatives à cette Régie.

Alinéa 2. La référence à l'article 3, alinéa 2, 1^o et 2^o, de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes doit mentionner la modification qui résulte de l'article 9 de l'arrêté royal du 14 septembre 1992 précité et non celle apportée par la loi susmentionnée du 21 mars 1991, rendue sans objet.

Alinéas 3 et 4. Les références à la loi du 6 juillet 1971 portant création de LA POSTE et à celle du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, qui ne forment pas le fondement légal de l'arrêté en projet, sont à omettre.

Alinéa 5. Le texte néerlandais de cet alinéa devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 6. L'arrêté royal du 25 juillet 1994 fixant la date de mise en vigueur des dispositions de l'arrêté royal du 25 juin 1991, modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, et relatives à l'octroi d'intérêts créditeurs sur les comptes courants postaux assortis uniquement d'une carte de garantie de chèque postal, que l'arrêté en projet ne modifie pas, doit également être omis.

Proposant

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "Op de voordracht van" au lieu de "Op voordracht van".

Dispositif

Observations générales de légistique

1. Les phrases liminaires des articles modificatifs doivent comporter le rappel des modifications déjà subies par les dispositions à modifier.

2. Les articles 1er, 2 et 3 apportent tous trois des modifications à l'article 104 de l'arrêté royal précité du 12 janvier 1970. En principe, les modifications à une même disposition doivent être groupées dans un seul

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

Doel van het ontwerp

Het ontworpen koninklijk besluit wijzigt het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst op vier punten :

— in artikel 104 betreffende de kasfaciliteit toegekend aan houders van een postrekening-courant, maakt het ontworpen besluit een onderscheid tussen de regeling die van toepassing is naargelang de houder een natuurlijke of een rechtspersoon is;

— in artikel 104bis betreffende de interest die van toepassing is op het creditsaldo van bepaalde rekeningen, voert het ontworpen besluit verschillende regelingen in naar gelang de houder al dan niet een natuurlijke persoon is en, ten opzichte van de natuurlijke personen, naar gelang van het type van rekening;

— door een artikel 104ter in te voegen voert het ontworpen besluit de regeling in van de waardedatum voor het berekenen van de credit- en debetinteressen;

— de wijziging van artikel 126, tweede lid, strekt ertoe het verlenen van de postchequewaarborgkaart voortaan uitsluitend voor te behouden aan de natuurlijke personen.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

Eerste lid. Er is geen reden om melding te maken van de wijziging die bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is aangebracht in artikel 5, vierde lid, van de wet van 2 mei 1956 op de postcheck nu die wijziging doelloos is gemaakt door het koninklijk besluit van 14 september 1992 tot goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Régie der Postdiensten en tot vaststelling van maatregelen met betrekking tot die Régie.

Tweede lid. Wat de verwijzing betreft naar artikel 3, tweede lid, 1^o en 2^o, van de wet van 26 december 1956 op de postdienst behoort melding te worden gemaakt van de wijziging die voortkomt uit artikel 9 van het voormalde koninklijk besluit van 14 september 1992 en niet van de wijziging die aangebracht is bij de eerdergenoemde wet van 21 maart 1991 en doelloos is gemaakt.

Derde en vierde lid. De verwijzingen naar de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van DE POST en de verwijzing naar de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven, welke niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit opleveren, behoren te vervallen.

Vijfde lid. Het lid dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, inzonderheid op artikel 104, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ..., op artikel 104bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991, en op artikel 126, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juli 1981."

Zesde lid. De verwijzing naar het koninklijk besluit van 25 juni 1994 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de beschikkingen van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdiensten, betreffende de toekenning van creditinteressen op postrekening-courant met enkel een bijpassende postchequewaarborgkaart, behoort eveneens te vervallen, aangezien dat besluit door het ontworpen besluit niet gewijzigd wordt.

Voordrachtformulier

Men schrijft "Op de voordracht van" in plaats van "Op voordracht van".

Bepalend gedeelte

Algemene opmerkingen inzake de wetgevingstechniek

1. In de inleidende volzinnen van de wijzigingsartikelen dienen de wijzigingen te worden vermeld die de te wijzigen bepalingen reeds hebben ondergaan.

2. De artikelen 1, 2 en 3 brengen alle drie wijzigingen aan in artikel 104 van het voornoemde koninklijk besluit van 12 januari 1970. In principe behoren de wijzigingen die in eenzelfde bepaling worden aangebracht in

article. Il serait cependant indiqué en l'espèce de réécrire l'ensemble de l'article, ce qui aurait le mérite d'être plus clair que la solution retenue dans le projet.

Une remarque identique peut être formulée à l'endroit des modifications apportées à l'article 104bis du même arrêté par les articles 4 et 5 du projet. Mieux vaut dès lors remplacer l'ensemble de l'article 104bis.

3. En ce qui concerne le texte néerlandais, il y a lieu de tenir compte de l'observation faite dans le texte néerlandais du présent avis concernant l'emploi du mot "artikel".

Article 1er

A l'alinéa 6, 2^e, de l'article 104, en projet, de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, il est prévu que la facilité de caisse accordée aux personnes morales ne peut l'être que si elle ne présente aucun risque pour LA POSTE.

Cette condition aurait de quoi surprendre si le rapport au Roi ne donnait, à cet égard, des explications d'où il résulte que la notion d'absence de risque ne doit pas être prise au pied de la lettre, mais dans un sens technique lié à la gestion des avoirs en compte courant.

La fonctionnaire déléguée a, pour sa part, expliqué que le texte avait été intentionnellement rédigé en ces termes en vue d'éviter que LA POSTE ne dispense des crédits dans des conditions de risque auxquelles les institutions privées ou publiques de crédit consentent elles-mêmes des crédits.

Article 6 (devenant l'article 3)

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Article 3. Un article 104ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 104ter. Le solde ... (la suite comme au projet)"

Article 7 (devenant l'article 4)

Il résulte de l'article 126, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, que les personnes morales, titulaires d'un compte courant postal, n'auront plus la possibilité d'émettre des chèques postaux dont le paiement est garanti par LA POSTE.

Dans le rapport au Roi, cette discrimination établie entre titulaires d'un compte, selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale, est justifiée comme suit :

"... En fait, l'octroi d'une carte de garantie n'a de sens que dans la mesure où elle débouche sur l'octroi d'une facilité de caisse et le paiement de chèques garantis par LA POSTE. Pour les personnes morales, le projet prévoit la possibilité de leur conférer une facilité de caisse sans qu'il soit nécessaire pour elles d'être en possession d'une carte de garantie. L'octroi de pareille carte ne se justifie donc plus."

Si la délivrance d'une carte de garantie n'est plus justifiée par l'octroi d'une facilité de caisse, par contre, il reste que la personne morale ne bénéficiera plus de l'autre avantage lié à cette carte, à savoir le paiement de chèques garantis par LA POSTE. La justification avancée n'est que partielle.

Pour être admissible, la discrimination doit être mieux justifiée, ceci, aussi bien au regard des termes généraux de l'habilitation donnée au Roi par l'article 5, alinéa 4, 2^e, de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, que par rapport à l'économie générale du projet examiné.

Article 8 (devenant l'article 5)

Selon les explications fournies par la fonctionnaire déléguée, l'intention des auteurs du projet est de faire entrer l'arrêté en vigueur le 1er juin prochain.

Le texte devra, évidemment, être complété en ce sens.

Article 9 (devenant l'article 6)

Mieux vaut écrire dans la formule exécutoire :

"Article 6. Notre Ministre dont relève LA POSTE et....".

een enkel artikel te worden ondergebracht. In casu zou het echter aangewezen zijn het volledige artikel te herschrijven, wat duidelijker zou zijn dan de oplossing waarvoor in het ontwerp is gekozen.

Een identieke opmerking kan worden gemaakt over de wijzigingen die door de artikelen 4 en 5 van het ontwerp in artikel 104bis van hetzelfde besluit worden aangebracht. Het is dan ook beter het volledige artikel 104bis te vervangen.

3. In het Nederlands, is het niet gebruikelijk om het woord "artikel", wanneer dat door een nummer wordt gevolgd, vooraf te laten gaan door het bepaalde lidwoord. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 1

In het ontworpen zesde lid, 2^e, van artikel 104 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, wordt bepaald dat aan rechtspersonen alleen een kasfaciliteit kan worden toegekend als ze voor DE POST geen enkel risico inhoudt.

Deze voorwaarde zou verbazing wekken als het verslag aan de Koning in dat opzicht geen uitleg bevatte waaruit blijkt dat het begrip van ontstentenis van risico niet letterlijk moet worden genomen, maar in een technische zin die verband houdt met het beheer van de tegoeden in rekening-courant.

De gemachtigde ambtenaar heeft van haar kant uitgelegd dat de tekst met opzet in die bewoordingen was opgesteld ten einde te voorkomen dat DE POST kredieten verstrekt onder risicovooraarden waaronder de private of openbare kredietinstellingen zelf kredieten verstrekken.

Artikel 6 (dat artikel 3 wordt)

De intiende zin zou aldus moeten worden gesteld :

"Artikel 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 104ter ingevoegd, luidende :

"Artikel 104ter. Het creditsaldo en het debetsaldo, bedoeld in ... (voorts als in het ontwerp)"

Artikel 7 (dat artikel 4 wordt)

Uit het ontworpen artikel 126, tweede lid, van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst blijkt dat de rechtspersonen die houder zijn van een postrekening-courant geen postcheques meer zullen kunnen uitgeven waarvan de betaling door DE POST gewaarborgd wordt.

Het verslag aan de Koning geeft voor deze ongelijke behandeling tussen houders van een rekening naargelang het om een natuurlijke of een rechtspersoon gaat, de volgende redenen op :

"... De toekenning van een waarborgkaart heeft in feite geen betekenis als zij niet uitmondt in de toekenning van een kasfaciliteit en in de betaling van cheques gewaarborgd door DE POST. Voor de rechtspersonen voorziet het ontwerp in de mogelijkheid om hen een kasfaciliteit te verlenen zonder dat het noodzakelijk is dat zij in het bezit zijn van een waarborgkaart. De toekenning van een dergelijke kaart rechtvaardigt zich dus niet meer."

Hoewel het verlenen van een waarborgkaart niet meer gerechtvaardigd wordt door de toekenning van een kasfaciliteit, is het zo dat de rechtspersoon niet langer het andere voordeel zal genieten dan aan die kaart verbonden is, namelijk de betaling van door DE POST gewaarborgde cheques. De gegeven rechtvaardiging is dus onvolledig.

De ongelijke behandeling is maar aanvaardbaar als ze beter gerechtvaardigd wordt, en zulks zowel in het licht van de algemene bewoordingen van de bevoegdheid die artikel 5, vierde lid, 2^e, van de wet van 2 mei 1956 op de postcheck aan de Koning opdraagt, als in het licht van de algemene opzet van het onderzochte ontwerp.

Artikel 8 (dat artikel 5 wordt)

Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar heeft verschafft, zijn de stellers van het ontwerp van zins om het besluit op 1 juni aanstaande in werking te laten treden.

De tekst behoort uiteraard dienovereenkomstig te worden aangevuld.

Artikel 9 (dat artikel 6 wordt)

In de uitvoeringsbepaling schrijve men beter :

"Artikel 6. Onze Minister onder wie DE POST ressorteert en

Contreseing

La désignation des ministres, pour la proposition et le contreseing, doit être identique. Elle doit être celle de leur arrêté de nomination.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck et P. Lienardy, conseillers d'Etat;

Mme M. Proost, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le rapport a été présenté par M. B. Derouaux, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. Quintin, référendaire adjoint.

Le greffier,
M. Proost.

Le président
R. Andersen.

Ondertekeningsformulier

De ministers behoren in het ondertekeningsformulier op dezelfde wijze te worden vermeld als in het voordrachtformulier, namelijk met de titel uit het besluit waarbij ze benoemd zijn.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is ondermaats wegens een gebrek aan taalgebruik dat bovendien afwijkt van wat in de wetgevingstechniek gangbaar is; zo bij voorbeeld staat in het ontwerp ten onrechte : "de beschikkingen" in plaats van "de bepalingen", "de alinea" in plaats van "het lid", "Huidig besluit" in plaats van "Dit besluit", "voorzien in" in plaats van "bedoeld in".

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck en P. Lienardy, staatsraden;

Mevr. M. Proost, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. Derouaux, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer R. Quintin, adjunct-referendaris.

De griffier,
M. Proost.

De voorzitter,
R. Andersen.

19 MAI 1995

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, notamment l'article 5, alinéa 4, modifié par les articles 29 de la loi du 2 juillet 1981 et 5 de l'arrêté royal du 14 septembre 1992;

Vu la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, notamment l'article 3, alinéa 2, 1^e et 2^e, complété par l'article 31 de la loi du 2 juillet 1981 et modifié par l'article 9 de l'arrêté royal du 14 septembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, notamment l'article 104, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1981, 13 novembre 1984 et 20 novembre 1990, et l'article 104bis, inséré par l'arrêté royal du 25 juin 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 104 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1981, 13 novembre 1984 et 20 novembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 104. Le montant de l'avoir en compte courant postal est illimité. Ce montant peut être débiteur en raison d'une facilité de caisse.

La facilité de caisse accordée aux personnes physiques, titulaires d'un compte courant postal et bénéficiaires d'une carte de garantie, permet un solde débiteur, pour une période maximale de trois mois et un montant limité à 25 000 FB.

A la demande du titulaire du compte, le montant de la facilité de caisse peut exceptionnellement être relevé au-delà de 25 000 FB pour autant qu'il reste inférieur à 50 000 FB.

Le montant de la facilité de caisse excédant 25 000 FB est déterminé en fonction de la solvabilité et de l'honorabilité du titulaire du compte, après examen de l'avoir et de l'activité de son compte.

19 MEI 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu en hierna wezen zullen. Onze Gracie

Gelet op de wet van 2 mei 1956 op de postcheck, inzonderheid op artikel 5, vierde lid, gewijzigd bij de artikelen 29 van de wet van 2 juli 1981 en 5 van het koninklijk besluit van 14 september 1992;

Gelet op de wet van 2 december 1956 op de postdienst, inzonderheid op artikel 3, tweede lid, 1^e en 2^e, aangevuld door artikel 31 van de wet van 2 juli 1981 en gewijzigd bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 14 september 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, inzonderheid op artikel 104, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1981, 13 november 1984 en 20 november 1990, en op artikel 104bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven en van Onze Minister van Financien,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 104 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970, houdende reglementering van de postdienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1981, 13 november 1984 en 20 november 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 104. Het bedrag van het tegoed op een postrekening-courant is onbeperkt. Het bedrag mag, op grond van een kasfaciliteit, een debetstand vertonen.

De kasfaciliteit, toegekend aan natuurlijke personen, welke houders van een postrekening-courant-en begunstigde van een waarborgkaart zijn, laat een debetsaldo voor een periode van maximaal drie maanden en een bedrag beperkt tot 25 000 BF toe.

Op verzoek van de rekeninghouder kan het kasfaciliteitsbedrag uitzonderlijk opgetrokken worden boven de 25 000 BF, zolang zij minder dan 50 000 BF bedraagt.

Het kasfaciliteitsbedrag van meer dan 25 000 BF wordt bepaald in functie van de solvabiliteit en de eerlijkheid van de rekeninghouder en na een onderzoek van het tegoed en van de werking op zijn rekening.

Lors de l'octroi d'un montant de facilité de caisse supérieur à 25 000 FB, l'administrateur délégué de LA POSTE ou les administrateurs-directeurs désignés par le comité de direction à cette fin, invitent le titulaire de compte à s'engager à observer les restrictions visant le montant et la durée de la facilité de caisse. Ils attirent l'attention du titulaire de compte sur les mesures applicables en cas d'abus.

La facilité de caisse accordée aux personnes morales, titulaires d'un compte courant postal non assorti d'une carte de garantie, peut déroger à la durée et aux montants visés aux alinéas précédents, suivant un système de gestion de compte adapté à leurs besoins, et peut être octroyée dans les limites et conditions suivantes :

1° le compte doit présenter une activité régulière et suffisante ou être susceptible d'une activité régulière;

2° la facilité de caisse ne peut présenter aucun risque pour LA POSTE;

3° la facilité de caisse ne peut en principe être octroyée que pour une période maximale de trois mois.

La facilité de caisse accordée aux personnes morales, titulaires d'un compte courant postal assorti d'une carte de garantie, est octroyée dans les limites et conditions de celle accordée aux personnes physiques.

Tout solde débiteur à un compte courant postal est passible d'un intérêt débiteur fixé par le Ministre dont relève LA POSTE avec l'accord du Ministre des Finances.

Cet intérêt est dû dès le jour où le compte présente un solde débiteur. Il n'est plus dû pour le jour au cours duquel le compte présente un solde créditeur.

Le Ministre dont relève LA POSTE ou son délégué détermine la périodicité du calcul et de la mise en compte des intérêts débiteurs. Lorsque ceux-ci ont pour effet de provoquer ou d'accentuer un solde débiteur, ils sont à leur tour passibles du même intérêt à partir du jour de leur mise en compte.

Le Ministre dont relève LA POSTE ou son délégué fixe les règles et la procédure applicables en cas d'abus commis par le titulaire."

Art. 2. L'article 104bis du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 25 juin 1991, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 104bis. § 1er. Le solde créditeur d'un ou des comptes courants postaux, ouverts au nom d'une personne physique titulaire, pour ce compte ou l'un de ces comptes, d'une carte de garantie de chèque postal et/ou d'une carte "Jeunes" Postchèque et/ou d'une carte de crédit "Postchèque", ainsi que le solde créditeur d'un "compte de tiers" ouvert au nom d'une personne physique en vertu d'une convention particulière conclue avec LA POSTE, conformément à l'article 14, § 4, 2^e, de la loi du 6 juillet 1971 portant création de LA POSTE, sont susceptibles d'un intérêt créditeur. Au crédit du "compte de tiers" sont exclusivement inscrits les fonds de tiers ou de clients qui ont été confiés à ce titulaire de compte dans le cadre de son activité professionnelle.

L'intérêt, applicable sur le solde créditeur d'un compte courant postal, peut être octroyé dans le respect des limites et conditions suivantes :

a) le taux d'intérêt ne peut excéder le taux le plus bas offert au cours du trimestre précédent lors de l'adjudication des certificats de trésorerie à trois mois, tel que communiqué par l'Administration de la Trésorerie;

b) l'intérêt créditeur est octroyé uniquement si le solde du compte est resté positif durant tout le mois calendrier;

c) l'intérêt est calculé sur base du solde créditeur le moins élevé que le compte courant postal a présenté pendant un mois calendrier complet;

d) des taux différents sont déterminés par LA POSTE en fonction des catégories visées au § 1er, premier alinéa, sans que ces taux ne puissent être inférieurs à 0,50 % ou excéder le taux de référence visé au a), et sous les conditions suivantes :

— pour les comptes assortis uniquement d'une carte de garantie de chèque postal, le taux n'est appliqué que sur la tranche de l'avoir en compte qui excède un montant à déterminer par LA POSTE;

Bij toekenning van een kasfaciliteitsbedrag van meer dan 25 000 BF, verzoeken de gedelegeerde bestuurder van DE POST of de daartoe door het directiecomité aangewezen bestuurders-directeurs, de rekeninghouder zich ertoe te verbinden de vastgestelde beperkingen betreffende het bedrag en de duur van de kasfaciliteit na te leven. Zij vestigen de aandacht van de rekeninghouder op de maatregelen toepasselijk ingeval van misbruik.

De kasfaciliteit, toegekend aan rechtspersonen, welke houders van een postrekening-courant zonder een bijpassende waarborgkaart zijn, kan volgens een beheerssysteem van de rekening, welke aangepast is aan hun noden, afwijken van de duur en van de bedragen voorzien in de voorgaande ledien, en kan worden toegekend binnen de volgende grenzen en voorwaarden :

1° de rekening moet een geregelde en voldende werking vertonen of is vatbaar voor een geregelde werking;

2° de kasfaciliteit mag geen enkel risico inhouden voor DE POST;

3° de kasfaciliteit kan in principe enkel worden aangeboden voor een maximale duur van drie maanden

De kasfaciliteit toegekend aan rechtspersonen, welke houders van een postrekening-courant met een bijpassende waarborgkaart zijn, wordt toegekend binnen de grenzen en voorwaarden van deze welke wordt toegekend aan de natuurlijke personen.

Els debetsaldo op een postrekening-courant is onderhevig aan een debetintrest vastgesteld door de Minister onder wie DE POST ressorteert met het akkoord van de Minister van Financiën.

Deze intrest is verschuldigd van de dag af waarop de rekening een debetsaldo vertoont. Hij is niet meer verschuldigd voor de dag waarop de rekening terug in creditstand werd geplaatst.

De Minister onder wie DE POST ressorteert of zijn gemachtigde bepaalt de periodiciteit van de berekening en van het in rekening brengen van de debetintrest. Wanneer deze een debetstand veroorzaken of vergroten, zijn ze op hun beurt onderhevig aan dezelfde intrest van de dag waarop ze werden in rekening gebracht.

De Minister onder wie DE POST ressorteert of zijn gemachtigde stelt de regels en de werkwijze vast toepasselijk ingeval van misbruik begaan door de rekeninghouder."

Art. 2. Artikel 104bis van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 104bis. § 1. Het creditsaldo op één postrekening of op postrekeningen-courant, geopend op naam van een natuurlijke persoon, welke houder van een postcheque-waarborgkaart en/of een postcheque "jongeren" kaart en/of postcheque kredietkaart voor deze rekening of voor één van deze rekeningen zijn, alsook het creditsaldo van een «derdenrekening» geopend op naam van een natuurlijke persoon krachtens een bijzondere overeenkomst afgesloten met DE POST overeenkomstig artikel 14, § 4, 2^e, van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van DE POST, zijn vatbaar voor een creditintrest. Op het credit van de «derdenrekening» worden uitsluitend fondsen van derden of cliënten ingeschreven welke aan deze rekeninghouder in het kader van zijn beroepsactiviteit werden toevertrouwd.

De intrest, toepasselijk op het creditsaldo van een postrekening-courant, kan worden toegekend overeenkomstig de volgende beperkingen en voorwaarden :

a) de rentevoet mag de laagste renteviel, aangeboden in de loop van het vorige trimester bij de toewijzing op schatkistcertificaten op drie maanden, zoals zij is meegedeeld door de Administratie der Thesaurie, niet overschrijden;

b) de creditintrest wordt slechts toegekend indien het tegoed van de rekening gedurende de ganse kalendermaand positief is gebleven;

c) de intrest wordt berekend op basis van het kleinste creditsaldo dat de postrekening-courant gedurende een volledige kalendermaand heeft vertoond;

d) de verschillende rentevoeten worden bepaald door DE POST in functie van de categorieën voorzien in § 1, eerste lid, zonder dat de rentevoeten lager kunnen zijn dan 0,50 % of dat de referentierentevoet voorzien in a) wordt overschreden en volgens de volgende voorwaarden

— voor de rekeningen met enkel een bijpassende postcheque-waarborgkaart wordt de rente enkel toegekend op de schijf van het tegoed van de rekening, welke een door DE POST bepaald bedrag overschrijdt.

— pour les comptes en francs belges du titulaire, liés par convention au compte visé au premier tiret ci-dessus et pour lesquels il n'est octroyé ni carte de garantie ni facilité de caisse, le taux n'est appliqué que pour autant que l'avoir mensuel atteigne un niveau suffisant à déterminer par LA POSTE.

§ 2. Le solde créditeur d'un compte courant postal dont le titulaire n'est pas une personne physique est susceptible d'un intérêt créditeur, pour autant que l'avoir quotidien en fin de journée atteigne un niveau suffisant à déterminer par LA POSTE et moyennant la conclusion avec LA POSTE d'un contrat dont les modalités sont définies par elle.

L'intérêt, applicable sur le solde créditeur d'un compte courant postal, peut être octroyé dans le respect des limites et conditions suivantes :

a) le taux d'intérêt ne peut excéder le taux le plus bas offert au cours du trimestre précédent lors de l'adjudication des certificats de trésorerie à trois mois, tel que communiqué par l'Administration de la Trésorerie, majoré de 2 %;

b) l'intérêt est calculé sur le solde créditeur que le compte courant postal a présenté pendant un mois calendrier complet.

§ 3. Dans les limites et conditions fixées aux §§ 1er et 2, l'administrateur délégué de LA POSTE ou les administrateurs-directeurs désignés par le comité de direction à cette fin, peuvent déterminer le taux d'intérêt applicable, la périodicité du calcul et les modalités de la mise en compte des intérêts créditeurs".

Art. 3. Un article 104ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 104ter. Le solde créditeur et le solde débiteur, visés aux articles 104 et 104bis du présent arrêté, sont respectivement l'état créditeur et l'état débiteur du compte courant postal après la mise en compte d'un crédit ou d'un débit selon le régime de la date de valeur.

Le régime de la date de valeur est déterminé, notamment par le prix de revient des opérations financières ou la complexité de la nature de l'opération comptabilisée. Il consiste dans l'application d'un coefficient pour la mise en compte des opérations réalisées.

Le régime de la date de valeur peut être appliquée en fonction de l'importance économique ou stratégique du groupe du client ou du client, ou moyennant la conclusion avec LA POSTE d'un contrat dont les modalités sont définies par elle.

Dans les limites et conditions fixées par le présent article, l'administrateur délégué de LA POSTE ou les administrateurs-directeurs désignés par le comité de direction à cette fin, déterminent les modalités d'application du régime de la date de valeur".

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1995.

Art. 5. Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques.
E. DI RUPO

Le Ministre des Finances.
Ph. MAYSTADT

— voor de in Belgische frank uitgedrukte rekeningen van de houders, welke verbonden zijn door een overeenkomst aan de rekening voorzien in het hierover vermelde eerste streepje en voor welke geen waarborgkaart noch een kasfaciliteit is toegekend, wordt de rentevoet enkel toegekend voorzover het maandelijks tegoed een, door DE POST bepaald, voldoende niveau bereikt.

§ 2. Het creditsaldo van een postrekening-courant waarvan de houder geen natuurlijke persoon is, is valbaar voor creditintrest, voor zover het dagelijks tegoed op het einde van de dag een door DE POST bepaald voldoende niveau bereikt en op voorwaarde van de ondertekening van een contract met DE POST, waarin de modaliteiten door hem worden bepaald.

De intrest, toepasselijk op het creditsaldo van een postrekening-courant, mag worden toegekend overeenkomstig volgende beperkingen en voorwaarden :

a) de rentevoet mag de laagste rentevoet aangeboden in de loop van het vorige trimester bij de toewijzing op schatkisteertificaten op drie maanden, zoals zij is meegedeeld door de Administratie der Thesaurie, vermeerderd met 2 %, niet overschrijden;

b) de intrest wordt berekend op het creditsaldo dat de postrekening-courant gedurende een volledige kalendermaand heeft vertoond.

§ 3. Binnen de grenzen en de voorwaarden bepaald in de eerste en tweede paragraaf, kunnen de gedelegeerd bestuurder van DE POST of de daartoe door het directiecomité aangewezen bestuurders-directeurs, de toepasselijke rentevoet, de periodiciteit van de berekening en de modaliteiten van het in rekening brengen van de creditintresten vaststellen".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 104ter ingevoegd, luidende :

"Artikel 104ter. Het creditsaldo en het debetsaldo, bedoeld in artikel 104 en 104bis van dit besluit, zijn respectievelijk de creditstand en de debetstand van de postrekening-courant na het in rekening brengen van een credit of een debet volgens het regime van de waardedatum.

Het regime van de waardedatum wordt met name bepaald door de kostprijs van de financiële verrichtingen of de ingewikkeltheid van de aard van de boekhoudkundige verrichting. Zij bestaat in de toepassing van een coëfficiënt voor de in rekening brengen van de verwelijktte verrichtingen.

Het regime van de waardedatum kan worden toegepast in functie van het economisch of strategisch belang van de groep van klanten of van de klant, of door de ondertekening van een contract met DE POST, waarin de modaliteiten door hem worden bepaald.

Binnen de grenzen en de voorwaarden bepaald door dit artikel, bepalen de gedelegeerd bestuurder van DE POST of de daartoe door het directiecomité aangewezen bestuurders-directeurs, de modaliteiten tot toepassing van het regime van de waardedatum."

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1995.

Art. 5. Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
E. DI RUPO

De Minister van Financiën.
Ph. MAYSTADT